

MADAGASCAR

Revue de Presse septembre 2008

Par Jean-Claude MICHALET

POLITIQUE INTÉRIEURE

Agitation politique

Réunion publique non autorisée à Antananarivo : Henri Lecacheur, président du Parti fédéraliste de Madagascar (PFM), transféré à la maison centrale d'Antanimora. Des éléments cagoulés du Groupe spécial d'intervention et de sécurité (GSIS) ont procédé à l'arrestation du président du PFM au tout début de son meeting sur la place du 13 Mai le 30 août. Il y était accompagné d'un pasteur dirigeant de l'Association des natifs des cinq provinces. Il avait tout juste eu le temps d'adresser son message, sans sonorisation ni mégaphone, à quelques dizaines de personnes, avant que les forces de l'ordre ne procèdent à son arrestation. Henri Lecacheur avait fait cavalier seul : aucun membre de l'opposition n'était présent, à l'exception d'un député. Le président du PFM ne porte d'ailleurs pas l'opposition en haute estime, il considère qu'empêtrée dans des querelles de leadership, elle n'est pas prête pour la prise de pouvoir. L'AREMA Matotra [*fraction de l'Arema qui collabore avec le pouvoir*] fait d'ailleurs savoir que l'opposition se doit de respecter la voie des urnes et ne doit pas chercher à renverser le régime en place ou à en abrégé le mandat.

Après 12 jours de détention préventive, le président du PFM a été condamné à 3 mois de prison avec sursis. Un de ses proches collaborateurs reste déterminé : « *la lutte continue. Cette peine d'emprisonnement avec sursis ne nous empêchera pas de revenir sur la Place du 13 Mai* ».

Des rassemblements organisés par l'opposition se sont déroulés dans plusieurs villes de province le même jour que la manifestation d'Henri Lecacheur. La franchise a été levée au campus de l'université de Toamasina, suite à des affrontements entre étudiants d'Antsiranana et de Toliara. L'opposition a confirmé son intention de poursuivre ses manifestations dans les principaux chefs lieux de province, même sans autorisation. Pour Albert Zafy, « *le changement viendra très bientôt, et ce, par tous les moyens possibles* ». L'objectif de la nouvelle « *association des opposants alliés* » est d'étendre le mouvement de contestations à l'ensemble du territoire, obligeant ainsi le régime à jouer les pompiers aux quatre coins du pays.

Des dirigeants locaux de l'opposition et des étudiants auraient pris la décision de se cacher par crainte d'être arrêtés. A Toamasina, cependant, 9 des 13 personnes appréhendées par les forces de l'ordre après la manifestation interdite ont été relâchées, les autres ont été condamnés à des peines de 6 mois de prison avec sursis. Les prévenus se sont plaints d'un mauvais traitement au cours de leur détention.

Le mouvement Otrifako dénonce l'instrumentalisation des étudiants de Toamasina et s'en prend au « raciste » des opposants : « *C'est une seule et même entité qui a incité les étudiants à se révolter et a ensuite appelé les éléments des forces de l'ordre* ». L'opposition est accusée de vouloir manipuler les étudiants pour accéder au pouvoir, en cherchant à les mobiliser contre la réforme de l'éducation et la malgachisation de l'enseignement. Otrikafo n'hésite pas à dénoncer « *l'attitude raciste* » des opposants, qui rejettent la malgachisation, une réforme qu'ils présentent comme une « *mérinisation* » responsable de l'« *acculturation des côtiers* ».

Deux demandes d'autorisation successives ont été déposées pour de nouvelles manifestations à Antananarivo dans un gymnase couvert. Les autorisations ont été accordées par la mairie mais refusées par le préfet de police. Les forces de l'ordre ont interdit aux opposants et au public (un groupe réduit de 70 personnes) de franchir l'accès à un gymnase. Les organisateurs ont préféré céder aux injonctions des forces de l'ordre présentes en nombre, pour ne pas tomber dans un piège, des rumeurs faisant état de la présence sur les lieux de perturbateurs. Les manifestations qui devraient se tenir le même jour à Toliary et à Fianarantsoa n'ont pas non plus été autorisées.

Après cette vague d'appels à manifester contrecarrée par le pouvoir, l'opposition a décidé de s'accorder un répit pour peaufiner son organisation, renforcer ses structures et sensibiliser la population, afin de pouvoir faire face aux harcèlements dont elle se dit victime. De nouvelles actions sont en préparation.

« *L'association des opposants alliés* » établit un constat de répression généralisée après le début du mouvement de contestation qui a pris naissance le 29 août, dans différentes villes. Les restrictions à la liberté d'expression en province viendraient surtout des chefs de région. L'association est entrée en contact avec des magistrats pour les exhorter à exercer leurs fonctions en toute objectivité. Les opposants de province persistent à ne pas vouloir demander d'autorisation de manifester.

Pour expliquer l'absence de débat national sur les sujets d'actualité (réforme de l'enseignement, insécurité, paupérisation...), le parti présidentiel affirme n'avoir aucun interlocuteur au sein de l'opposition. Il reproche à certains de ses membres de ne pas avoir un comportement responsable et, en refusant de participer aux élections, de ne pas respecter les valeurs républicaines. La consigne est « *pas de dialogue avec les opposants qui ne représentent qu'eux-mêmes* ». Des observateurs estiment cependant que le TIM n'est pas exempt de tout reproche dans la situation actuelle. En 2004, majoritaire à l'Assemblée nationale, il avait bloqué l'avant-projet du texte sur les partis politiques, censé clarifier les règles politiques, ne serait-ce qu'en matière de financement.

Des dignitaires de province forment un bloc d'opposition : 34 personnalités natives des cinq ex-provinces autres qu'Antananarivo ont signé une déclaration manifestant leur opposition aux « *pratiques du pouvoir* ». Un de ses membres évoque une complémentarité avec le regroupement des sages de la Capitale [cf. *infra*]. « *Notre initiative va renforcer ce que les dignitaires de la Capitale ont fait* », a-t-il expliqué en faisant allusion à la position prise par le Conseil des sages concernant le conflit entre l'État et la commune d'Antananarivo. L'ancien chef de l'Etat, le professeur Albert Zafy, et 4 autres universitaires sont membres de ce groupement.

Le bras de fer entre le pouvoir et la mairie d'Antananarivo devient une affaire nationale

Le gouvernement a accusé la mairie de polémiquer sur la confiscation des recettes municipales, alors que dans un souci d'apaisement, le Trésor public a décidé de procéder aux mains levées des fonds de la communauté urbaine, qui s'élèvent à près de 800 millions Ar. Une initiative qui permet à la mairie d'utiliser à nouveau ces fonds. « *Mais cela ne veut pas dire que les dettes sont annulées* », précise le ministre des Finances. La Banque mondiale estime cependant que quelques uns des projets qu'elle a financés, octroyés au gouvernement et rétrocédés à la Commune, pourraient être touchés par l'effacement des dettes décidé dans le cadre de l'Initiative des pays pauvres très endettés (IPPTE) en 2004.

Outre le contentieux sur la confiscation des recettes municipales pour rembourser les dettes accumulées par la commune depuis 1980, un conflit oppose la mairie au pouvoir sur la gestion d'une gare routière, infrastructure communale dont la gestion lui est contestée.

Les dissensions entre le gouvernement et la commune se sont portées ensuite sur le terrain de la gestion de l'assainissement. Un désaccord plus ancien n'est toujours pas réglé : il concerne la décision du pouvoir de désigner les chefs de *Fokontany* [subdivision administrative de base au niveau des quartiers] de la Capitale.

Constitution d'un Comité des sages : en réaction à l'atmosphère délétère qui prévaut dans la Capitale, un collectif de personnalités ayant occupé des postes à responsabilité à la mairie d'Antananarivo ou au niveau national s'est constitué ; il condamne le bras de fer entre le gouvernement et la commune et milite pour la recherche d'un compromis. « *Tout le monde affirme que le problème actuel est technique et non politique. Il faut que chacun prenne ses responsabilités et respecte ses déclarations* », indique l'un de signataires, parmi lesquels le jésuite Rémy Ralibera, l'ancien maire, le pasteur Richard Andriamanjato, et l'ancien Premier ministre Pascal Rakotomavo. Le TIM ne croit pas en la sincérité de l'initiative et rappelle qu'il n'est aucunement dans ses intentions de mettre des bâtons dans les roues de l'équipe municipale. *La Tribune* en doute, et fait état de représailles dirigées contre des collaborateurs du maire.

Le maire de la Capitale qualifie d'« *obstacle au développement* » les actes gouvernementaux qu'il considère comme ayant été pris au détriment de sa commune. « *Ce qui se passe en ce moment s'apparente à une confiscation par l'Exécutif du pouvoir octroyé par les électeurs au maire* ».

Le parti présidentiel persiste à vouloir établir un lien entre l'attitude des responsables de la commune d'Antananarivo et l'agitation politique de l'opposition. « *Nous n'accepterons aucune prise de pouvoir par la rue* », martèle-t-il.

Pour La Vérité, tous les indicateurs sont au rouge. Ce qui ne veut pas forcément dire que la situation va exploser. Madagascar est le pays de l'attentisme et de l'opportunisme permanent. Antananarivo est différente des autres villes ou régions de la Grande Ile de par son statut de Capitale qui en fait un point hautement stratégique. Antananarivo fait et défait les régimes. Pour le TIM, le but est limpide : mettre de nouveau la main sur la Capitale et maîtriser l'électron libre Andry Rajoelina qui fait l'objet de multiples soupçons.

Contre-offensive médiatique du TIM : accusé de « *pratiques politiciennes entravant le développement de la nation* » le TIM a pris des initiatives très médiatiques en procédant à des opérations de vente de riz à bas prix pour les habitants d'Antananarivo et en distribuant des fournitures scolaires aux plus défavorisés. Ce « *coup* », selon *Assidu Madagascar*, rappelle de vieilles pratiques électorales...

Début de dialogue entre les deux parties ? Andry Rajoelina a été reçu discrètement par Marc Ravalomanana. A la grande surprise des observateurs, le maire « *apolitique* » s'est fait accompagner par l'ancien Premier ministre et ancien Conseiller spécial du président de la République, Norbert Lala Ratsirahonana, considéré désormais comme l'une des têtes pensantes de l'opposition mais qui semble encore jouir d'une certaine crédibilité auprès de Marc Ravalomanana. Dans le prolongement de cette entrevue, l'Etat a décidé de lâcher du lest sur certains dossiers mais beaucoup d'autres points restent en suspens et le bras de fer entre les deux parties est loin d'être terminé.

Selon Tribune, des hauts responsables du TIM pousseraient le président Ravalomanana à limoger le Premier ministre Charles Rabemananjara. Ils le rendent responsable de l'échec de la stratégie d'affaiblissement du maire d'Antananarivo.

Répercussion des rivalités au niveau de la presse : selon *L.O.I.*, le directeur général de *L'Express de Madagascar*, le Mauricien Jérôme Boule, a dû quitter son poste 6 mois avant la fin de son contrat. Le quotidien appartient au groupe Prey associé au groupe mauricien *La Sentinelle*. Le ministre de la Communication a fait part à l'ambassadeur malgache à Maurice du mécontentement des autorités malgaches de voir un « *non Malgache* » à la tête d'un organe de presse « *ayant une mission aussi sensible que celle de modeler l'opinion publique* ». En fait, le président malgache du groupe Prey paye son soutien au maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina.

Les dignitaires de l'opposition hésitent sur la conduite à tenir. Les dignitaires des cinq ex-provinces et les sages de la capitale mènent leur contestation en se contentant de faire des déclarations. Leurs objectifs restent flous. Les premiers se défendent des reproches de tribalisme qui leur sont adressées mais se disent victimes du régime installé depuis 2002 ; ils veulent épargner aux tananariviens d'être eux aussi victimes de la mainmise du pouvoir. Quant au conseil des sages regroupant les anciens responsables, élus et désignés, d'Antananarivo, il semble être soulagé de constater une volonté d'apaisement dans le conflit qui oppose la mairie et le pouvoir et il cherche à préserver sa neutralité.

Les enjeux politiques du grand synode de l'Église luthérienne (FLM) : après l'Église réformée au mois d'août, c'était au tour de l'Église luthérienne (FLM) d'organiser son grand synode, avec comme point d'orgue l'élection du bureau. La position des candidats potentiels sur la question de la collaboration Eglise-Etat a pesé lourd dans les débats, certains reprochant à l'équipe sortante de ne pas faire preuve de suffisamment d'indépendance. Le docteur Endor Modeste Rakoto, président en exercice et candidat à sa propre succession, a reçu le soutien de Marc Ravalomanana lors de sa visite au synode. Le président a fait don de 5 millions Ar pour l'organisation de ce synode et a promis de financer la construction du nouveau siège du bureau central de la FLM. Jean Lahiniriko, ancien président de l'Assemblée nationale et trésorier en exercice, passé dans l'opposition, avait mis entre parenthèse ses activités politiques pour se consacrer à la conquête d'un deuxième mandat. Personne n'ignorait que le chef de l'Etat souhaitait le départ de Jean Lahiniriko mais il a cependant été réélu à l'unanimité au poste de trésorier, un résultat qui manifeste la volonté des participants de préserver l'indépendance de l'Église, en dépit des pressions exercées, voire des menaces proférées. Il a obtenu un meilleur score que le docteur Endor Modeste Rakoto, réélu sans surprise à la tête du bureau national.

Des pasteurs FJKM s'initient au leadership. Ils sont 23 pasteurs à suivre la formation dispensée par l'Institut national de leadership (NLIM) sis dans l'enceinte même du palais présidentiel de Iavoloha. L'objectif de la formation est de renforcer la capacité des pasteurs dans le domaine du leadership. Ce sont des personnalités qui peuvent contribuer à dynamiser le changement, affirme l'un des formateurs. En 2007, ce sont les présidents synodaux des 36 circonscriptions de l'Église FJKM qui ont suivi ces stages. Cette fois, chaque président de synode est revenu avec un certain nombre de pasteurs de sa circonscription.

Mgr Odon Razanakolona : l'Église catholique n'est pas contre la collaboration entre l'Église et l'État mais elle réclame des débats. Le secrétaire général de la Conférence épiscopale a fait cette déclaration devant les membres de Justice et Paix. « *Le fait d'avoir des avis divergents ne signifie pas être en conflit. En tant que responsable, chacun doit assumer son devoir*

», poursuit-il, faisant allusion à ses prises de positions et à ses relations, qualifiées «à tort» selon ses termes, de houleuses avec le président Ravalomanana. Cette mise au point fait notamment suite aux critiques formulées par l'EKAR sur l'absence de débat autour de la réforme de l'éducation, ou de la politique gouvernementale en matière de planning familial.

Une première : un culte pour la réussite de la préparation du sommet de l'UA. Le Président de la République, a réuni à cet effet à la chapelle du palais présidentiel les principaux membres et responsables institutionnels du pays, des parlementaires, ainsi que des représentants du secteur privé. Ceci, à la veille de la venue des premières délégations d'observateurs chargées d'étudier les conditions de sécurité des 53 Chefs d'Etat africains participant à ce sommet.

Les remous provoqués par la réforme du système éducatif

Tout le système à est à réformer, selon la Banque mondiale. La Banque se préoccupe de la réforme du système éducatif malgache depuis plusieurs décennies mais elle semble attacher une importance particulière à l'actuel projet gouvernemental, auquel elle apporte un soutien financier important. Mais la réforme de l'enseignement primaire ne constitue à ses yeux qu'une première étape. Les enseignements secondaire et universitaire ont aussi grandement besoin d'une restructuration. Le système produit beaucoup de bacheliers mais peu ou pas de techniciens ou de spécialistes.

La réforme scolaire est sur les rails : malgré les réticences des écoles confessionnelles ou privées, l'Etat a lancé officiellement la réforme de l'enseignement primaire. 2719 enseignants ont été spécialement formés, en provenance des 20 circonscriptions scolaires (CISCO) où sera appliquée la réforme cette année ; elle touchera 117.000 élèves et plus de 1400 écoles. 45 autres CISCO devront appliquer la réforme en 2009. Une enveloppe annuelle de 27 millions de dollars est promise par les bailleurs de fonds pour mener à bien la réforme, préparée pendant 2 ans par «des techniciens étrangers», selon le président Ravalomanana.

Rush sur les écoles privées d'expression française : alors que les établissements publics rencontrent bien des difficultés dans la mise en place des réformes jugées précipitées, les écoles privées sont très convoitées : les inscriptions sont en forte hausse dans les écoles d'expression française, les listes d'attente s'allongent.

Fédération des Eglises Protestantes de Madagascar (FFPM) : «*Que les enfants ne soient plus des cobayes*». La FFPM reconnaît la nécessité de la réforme voulue par la Banque mondiale mais redoute que l'on n'ait pas tiré les enseignements des erreurs catastrophiques commises dans le passé. La FFPM regroupe les deux églises protestantes du Conseil œcuménique des églises chrétiennes de Madagascar (FFKM) : l'Eglise de Jésus-Christ à Madagascar (FJKM) et l'église luthérienne malgache (FLM). Les Eglises protestantes souhaitent avoir des débats en profondeur sur cette réforme avant de prendre position. Un peu à l'image des suggestions avancées par l'Eglise catholique mais aussi, dans une certaine mesure, par la classe politique et l'opposition en particulier.

« Obliger les enfants malgaches à tout apprendre dans la langue malgache est un orgueil mal placé ». Telle est la conclusion d'une « libre opinion » parue dans *Les Nouvelles*. « *La grande majorité de ces enfants ne pourront jamais dépasser le stade du primaire, une petite quantité pourra continuer au collège, et une infime partie jusqu'au baccalauréat. Ce qui veut dire que les futures générations de Madagascar seront tout juste bonnes à devenir de la main d'œuvre bon marché pour les multinationales qui se ruent sur les richesses du pays : les mines, l'agriculture, les ressources*

halieutiques, le tourisme etc. » [Actuellement, moins de 30% des élèves iraient jusqu'au terme du cycle primaire]

L'état de santé de Pety Rakotoniaina serait préoccupant : *La Vérité* affirme qu'il se trouverait dans un état critique. Grâce à l'intervention de l'Aumônerie catholique des prisons (ACP) et de la Croix rouge internationale, Pety Rakotoniaina a été de nouveau admis dans un service de neurologie de la Capitale ; l'établissement confirme que son état est préoccupant. La surpopulation carcérale de la maison de force de Tsiarahy aurait aggravé son état. Sa famille a lancé un appel pressant aux Ong et à la communauté internationale, elle demande une évacuation sanitaire. La ministre de la Justice avait affirmé peu avant son transfert que l'homme politique était en bonne santé et que le médecin traitant de la prison était apte à effectuer son suivi médical. Les restrictions apportées aux visites du malade ne permettent pas de se faire une opinion exacte sur son état de santé. Les ministères de la Santé et de la Justice ont tenu à préciser que les séquelles dont il se prévaut sont bien antérieures à son incarcération et ne sont pas liées aux circonstances de son arrestation ou de son transfert à Antananarivo. Les conditions extrêmes dans lesquelles il se trouvait lors de sa longue fuite avant son arrestation ont certainement eu une incidence sur son état de santé, avancent-ils.

Perquisition dans les locaux de la société Jiro appartenant à Roland Ratsiraka : la police économique est à la recherche de matériels médicaux reçus sous forme de don pendant son mandat de député. L'opération aurait été déclenchée à partir d'une lettre anonyme parvenue au Bianco dénonçant le détournement des équipements reçus. Si l'affaire est avérée, l'ancien maire de Toamasina et candidat à la présidentielle de 2006 s'expose à une inculpation pour détournement de biens publics. « *Les dons en question relèvent d'une affaire privée. Il les a reçus à titre personnel de la part de ses amis de l'extérieur en 1998, alors qu'il était député* », a précisé l'un de ses proches. En octobre 2007, Roland Ratsiraka avait dû répondre à quatre chefs d'inculpation tournant autour du ramassage d'ordures de la ville de Toamasina et de détournements de deniers publics. Le procès avait vu la libération du maire de Toamasina après six mois de détention préventive. Il avait été acquitté pour trois chefs d'inculpation et condamné à 18 mois avec sursis sur le dossier de l'enlèvement des ordures. Lors des récents incendies qui ont eu lieu dans différents quartiers de la ville, le parti MTS dont le président est Roland Ratsiraka, s'est aussitôt mobilisé pour apporter son aide aux sinistrés. Certains observateurs se demandent si cette perquisition n'est pas la réplique du pouvoir à une trop grande sollicitude du parti MTS envers les victimes.

Roland Ratsiraka contre-attaque et annonce son retour sur la scène politique. Il met en avant les valeurs républicaines et malgaches en s'adressant à l'épouse du chef de l'Etat, « *mère de famille et croyante* » : « *Nous avons besoin de retrouver les valeurs fondamentales à savoir le retour aux valeurs républicaines. En effet, les valeurs malgaches, l'âme, la démocratie ou encore la sécurité sont encore plus importantes que les routes, ou les autres constructions [...] Peut-être que les femmes peuvent mieux faire que les politiciens, c'est pourquoi je lance un appel à Lalao Ravalomanana de faire pression afin de faire taire les politiques politiciennes et de changer la situation sociopolitique et économique actuelle* ». Il affirme sa détermination à rester au pays et à ne pas fuir à l'étranger, en dépit du harcèlement permanent dont il se dit victime.

Réforme du code électoral : le débat sur le toilettage de la loi électorale semble bloqué. Les membres de la société civile reprochent au gouvernement son inflexibilité. La Coalition de la société civile continue à mener des actions en coulisse, en privilégiant le dialogue avec le pouvoir. L'organisation n'exclut pas non plus des actions communes avec les autres entités qui souhaitent remettre sur la table la révision de la loi électorale, entre autres le FFKM. Jean Eric Rakotoarisoa, juriste et membre de l'Observatoire de la vie publique, suggère une piste pour faire avancer le dossier : « *Le gouvernement s'est engagé en matière de démocratie et de bonne*

gouvernance, dans le cadre de la Communauté de développement de l'Afrique australe. Cela peut servir d'argument valable pour relancer le dossier ». Le gouvernement reste inflexible et préfère attendre les prochaines échéances électorales, ce qu'il avait déjà promis au lendemain du scrutin présidentiel de 2006. Il se justifie en affirmant que ses priorités politiques vont aux actions de développement.

Les deux officiers rebelles de 2002, les colonels Balbine et Rahitso acquittés : après moult renvois, le délai légal de poursuite sur l'affaire pour laquelle ils ont été poursuivis a été frappé de prescription. Mais les deux officiers qui ont encore d'autres dossiers en cours resteront à la maison de force de Tsiafahy.

Assidu Madagascar dresse des listes « non exhaustives » de « prisonniers politiques » : le site de cette association a publié le 17 juillet des listes de « prisonniers politiques » originaires des ex-provinces d'Antananarivo, d'Antsiranana et de Mahajanga. Au total, 163 noms sont mentionnés, auxquels s'ajoutent une trentaine de militants Arema dont les noms ne sont pas révélés. Sur ce total de 163, le site précise que 9 prisonniers ont été libérés, graciés ou sont en exil.

[Créé en mars 2003, l'association Assidu Madagascar (Association pour l'Intérêt et la Défense de l'Unité nationale de Madagascar) s'est donnée comme objet de «promouvoir les talents de la diaspora malgache en les incitant à faire des activités socioculturelles et économiques pour Madagascar; promotion des droits de l'homme; promouvoir et défendre l'unité nationale malgache» est un lieu d'expression de l'opposition malgache, animée par les partisans de l'ancien régime de Didier Ratsiraka. Pierrot Rajaonarivelo, secrétaire national de l'Arema, en exil en France, en est le président d'honneur]

Décentralisation : des « délégués régionaux du gouvernement » (DGR) placés aux côtés des chefs de région. En application de la Constitution, le gouvernement a décidé de la nomination prochaine de ses «DRG » qui vont siéger aux côtés des actuels chefs de région nommés par le pouvoir. Ils resteront en place durant le délai maximum de 30 mois imparti pour la mise en place de tous les organes régionaux prévus par le référendum constitutionnel d'avril 2007. Si cette échéance est respectée, l'élection des chefs de région devrait donc intervenir au plus tard en octobre 2009. Le ministère de l'Intérieur et de la décentralisation réfute toute réduction des pouvoirs des chefs de région : « les DRG n'ont qu'un pouvoir limité » et ne concurrencent pas les chefs de région en matière de représentation de l'État. « Ils vont procéder au contrôle de légalité des actes des chefs de région. Jusqu'ici, ce chaînon manque dans la mesure où les provinces autonomes ont été supprimées », soutient-il. Le pouvoir de nommer les chefs de district est repris aux chefs de région et transféré au Premier ministre

Contentieux électoral suite aux élections communales de décembre 2007 : les travaux du Conseil d'Etat se poursuivent. À ce jour, une cinquantaine de scrutins, initialement validés par des tribunaux administratifs, ont été annulés. Parmi cette cinquantaine d'élus déchus de leurs fonctions figurent près de 35 maires TIM.

Ravalomanana à l'AG de l'ONU : engagement pour la démocratie. «*Nous sommes déterminés à assumer nos responsabilités : établir la confiance avec nos partenaires, renforcer nos capacités, promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance*» a indiqué le président Ravalomanana. En contrepartie, le président revendique le respect de la parole donnée par la communauté internationale afin de réaliser les OMD. La déclaration relance le débat sur l'état de la bonne gouvernance et de la démocratie, moins de deux semaines après la célébration de la Journée mondiale de la démocratie. Un rendez-vous qui avait mis en évidence les divergences de vues sur le sujet entre le régime et l'opposition. Le régime défend bec et ongles l'existence d'un acquis démocratique et pointe du doigt le manque de respect des règles du jeu par

l'opposition. Eric Rakotoarisoa, juriste et membre du Sefafi note le « *manque flagrant de culture politique* » dans la population et insiste sur la nécessité de l'éducation citoyenne.

DROITS HUMAINS, JUSTICE, BONNE GOUVERNANCE

Un jeune sur deux est analphabète : la lutte contre l'analphabétisme est un défi majeur pour Madagascar. La situation actuelle fait état de 48 % de jeunes de plus de 15 ans ne sachant ni lire ni écrire. « *Madagascar doit élaborer une nouvelle stratégie pour favoriser l'alphabétisation. Les efforts menés jusqu'ici n'enregistrent pas une bonne performance* », explique le directeur de l'alphabétisation au sein du ministère de l'éducation nationale. Le manque d'institut de formation des adultes est identifié comme l'un des principaux problèmes à régler.

Des initiatives contre la discrimination envers les homosexuels : il y a peu encore, les gays étaient bannis par la société. Cette discrimination pouvait aller jusqu'à l'exclusion du caveau familial, sanction extrêmement sévère dans la culture malgache. Depuis la création du *Fimizore* [fikambanana miaro ny zon'ny rehetra], les comportements ont évolué. Diverses actions de sensibilisation ont été réalisées, notamment par les « *sarimbavy tena izy* » dont les initiatives ont été saluées lors de la XVIIème conférence internationale sur le Sida qui s'est tenue en août à Mexico. Le *Fimizore* est présent dans une dizaine de villes. L'association se préoccupe d'informer les bailleurs de fonds de ses initiatives.

Formation sur la lutte contre la traite des personnes en collaboration avec les Etats-Unis : le programme de formation d'une durée de 5 mois conclu entre les États-Unis et Madagascar s'est achevé. Une soixantaine d'analystes, de magistrats, d'officiers de police et des gendarmes ont pu renforcer leurs capacités sur les méthodes d'analyse criminelle, la législation et l'investigation.

Protection des droits des enfants : le ministère de la Justice relance l'application des textes sur la protection des mineurs. Des formations sont organisées à l'intention des magistrats, policiers, personnels de santé, associations, pour les sensibiliser à l'application des textes en matière de dénonciation des coupables.

Des prisonniers au service des entreprises : le camp pénal pilote de Bealoy, à Mahajanga, lance une forme de prestation des détenus contre un contrat avec des sociétés privées sur des terres du ministère de la Justice. Une convention a été signée avec la société Delta Flowers Limited qui exploitera une plantation de jatropha sur une surface de 500 ha. En contrepartie, la société versera une indemnité de 700 000 Ar par hectare et par an au camp pénal pendant une période de 5 ans. Une partie des fonds sera destinée à l'alimentation des détenus du camp pénal et de ceux de la prison mère, ainsi qu'à la réalisation des petits travaux dans les bâtiments. Les détenus ne percevront aucune rémunération. L'Aumônerie Catholique des Prisons (ACP) approuve le projet mais regrette que les prisonniers ne perçoivent pas un petit pécule. Axius Groupe avait déjà annoncé un projet commun avec le ministère de la Justice pour la culture de piment destinée à l'exportation mais le projet n'a pas encore abouti.

Promotion des droits humains : un réseau inter régional associations mis en place. Le réseau pour l'éradication de la violence (Rev) regroupe 22 antennes régionales et a pour principal objectif de défendre et promouvoir les droits humains, notamment à travers des actions qui visent à éradiquer la violence, sensibiliser et éduquer les citoyens sur les conséquences de la violence. La pauvreté et l'exclusion sociale étant considérées comme les principaux facteurs de violence. Le réseau travaillera aussi en coopération avec les « *tangalemena* » afin de modifier certaines pratiques culturelles favorisant la violence,

notamment à l'égard des femmes. Conseils et informations figureront parmi les principales activités du réseau, ainsi que le conseil juridique aux victimes. Le réseau réunit le programme des Nations Unies pour les Droits humains, le projet Aro (lutte contre la violence à l'égard des femmes) et le Catholic Relief Services (Crs). Rabary Mathilde est présidente du conseil d'administration du Rev.

Le directeur pour la promotion de l'intégrité (DPI) au ministère de la Justice a été nommé : Rajaona Andriamanankandrianina est directement rattaché à Bakolalao Ramanandraibe, ministre de la Justice. Il a pour mission de rétablir l'intégrité dans le secteur judiciaire. Par ailleurs, un poste de médiateur a été créé au sein du ministère, il a été confié à Monique Andreas, ancienne secrétaire général de la COI.

Le Conseil Supérieur de l'Intégrité (CSI) contre la mise en place de la Haute Cour de Justice (HCJ) : son argumentation repose sur le principe que personne n'est au-dessus des lois : « *la mise en place de cette Cour veut dire qu'il y a un privilège des gouvernants par rapport à la population en général* ». Et d'ajouter « *Si on met en place la HCJ, combien de magistrats auront le courage de dénoncer les infractions qui pourraient être commises par les gouvernants. Ou encore lorsque le code de la communication sortira, combien de journalistes oseront révéler les infractions et les actes de corruption des gouvernants ?* ».

Blanchiment d'argent : Samifin enquête sur 7 cas. Depuis son entrée en fonction en juillet 2008, ce service des renseignements financiers a été saisi de 7 cas concernant pour la plupart des transferts de devises. L'opposition n'est pas rassurée : « *De mon point de vue, la mise en place de ce service est un obstacle pour le développement, de la démocratie et de l'économie du pays* », avance Reboza Julien, un ancien député. « *C'est un moyen efficace pour faire reculer les investisseurs, ainsi que les gens qui veulent aider les membres de l'opposition* », ajoute-t-il. Le Directeur général du Samifin affirme que ses services peuvent aussi enquêter sur les dirigeants politique en exercice. Pour les opérateurs économiques, la mise en place d'un tel service est bénéfique s'il est équitable.

Le degré de corruption a connu une légère régression, selon le rapport présenté par Transparency International Initiative Madagascar : selon l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) établi en 2008, Madagascar a obtenu une note de 3,4/10. Ce qui le classe au 85ème rang sur 180 pays étudiés et au 10ème rang sur 47 pays d'Afrique. Madagascar avait obtenu en 2007 la note de 3,2/10 (95ème rang sur 180 pays contre 98ème sur 146 pays en 2002). « *La corruption est presque partout. Du sommet jusqu'au bas de l'échelle, c'est presque endémique chez nous* », constate Mme Rakotondramboa, présidente de TI Madagascar, qui dénonce l'inertie des différentes administrations publiques et la frilosité des citoyens. « *Dans un pays pauvre, la corruption peut être une question de vie ou de mort, lorsque par exemple, elle touche aux ressources destinées aux hôpitaux ou aux réseaux de distribution d'eau potable* », selon le message du président de TI, Huguette Labelle qui indique encore : « *la corruption menace la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) que se sont fixés les Nations unies d'ici 2015, car elle risque d'alourdir la facture de 35 milliards d'euros, selon des calculs de l'organisation* ». La Justice resterait le secteur le plus atteint par la corruption.

Pour La Vérité, Madagascar serait devenu un pays sans foi ni loi : Madagascar serait, pour l'éditorialiste, en passe de devenir le pays de tous les trafics : trafics d'influences, trafics de drogue, d'êtres humains, de devises, de bois précieux et de pierres précieuses. La liste n'est pas exhaustive. Des trafics en tous genres seraient en train de prendre des proportions

inquiétantes. Le comble est que dans la majorité des cas ces trafics impliqueraient de hautes personnalités. « *Car la corruption, dont la lutte est, paraît-il, une grande priorité nationale, ne touche pas seulement les petits agents de l'Etat ou d'autres structures, mais concerne aussi et surtout des... intouchables* ».

RELATIONS INTERNATIONALES, COOPERATION, INTEGRATION REGIONALE

Santenet II : 31,5 millions de dollars de plus de l'Usaid pour les 5 ans à venir. Santenet est l'une des composantes essentielles de la 4^{ème} phase de l'assistance de l'USAid au secteur santé malgache. « *Augmentation du recours aux services et produits spécifiques de santé et amélioration des pratiques* », tel est l'objectif stratégique «5» de ce partenariat.

Préparation du Sommet de l'UE 2009 : les américains prennent en charge la formation des services de renseignement malgaches. 40 officiers en sont bénéficiaires. Il sont été formés sur la lutte contre le terrorisme à travers la nouvelle configuration du champ de bataille et les nouvelles formes de combat.

L'Inde offre une interconnexion à très haut débit entre la Présidence, la Primature et les différents ministères : ce projet d'Intranet devrait voir le jour dans les 12 à 15 mois. 300 personnels de l'Administration malgache composés de 200 utilisateurs et 100 administrateurs seront formés par une délégation indienne attendue sous peu.

ECONOMIE

Sécurité alimentaire, approvisionnement en riz

La culture contre-saison n'a pas donné les résultats escomptés : alors qu'une superficie de 70 000 ha avait été prévue pour la riziculture contre-saison, seuls 45 000 ha ont été exploités. Par ailleurs, un manque de financement a entravé le bon déroulement de la campagne. Les crédits octroyés ne correspondraient qu'à environ la moitié de la somme prévue pour cette opération. 10 millions de dollars ont été accordés par la Banque mondiale, 15 milliards Ar par le FMI, 500 000 Ar par le PAM.

La deuxième vague des 50 000 t. de riz indien à destination de Madagascar partira dans un mois. Le gouvernement est à la recherche d'un transporteur qui pourra acheminer la cargaison de 27 000 t. au meilleur prix. Ce riz a pu être acquis à un prix largement inférieur à celui du marché international (500 dollars contre 800 dollars la t.).

Approche de la période de soudure pour le riz : des stocks régulateurs s'imposent. « *Jamais le marché du riz n'a été soumis à une tension aussi forte, venue aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur. Il faudra être très vigilant pour contrer les agissements des spéculateurs* », estime un professionnel de la filière. La période de soudure a débuté avec 2 mois d'avance et sera plus longue que d'habitude. La période la plus critique est pour décembre. 50 000 t. de riz restent encore à trouver pour se prémunir des risques de rupture de stock et de flambée des prix.

Polémique autour du programme de distribution du riz indien à prix réduit annoncé par le TIM : l'opposition voit dans cette initiative [cf. supra] un coup politique destiné à amadouer la population d'Antananarivo à un moment où la tension politique monte d'un cran dans la capitale, tandis que la majorité parle d'une mesure sociale, à l'approche de la rentrée scolaire. L'initiative du TIM étonne aussi certains spécialistes du secteur riz, ne serait-ce que sur son opportunité car pour l'instant le cours du riz n'a pas connu d'augmentation

notable, alors que la période de soudure à venir s'annonce longue et critique ; ils contestent le fait que la distribution ne se fasse pas dans le circuit commercial, ce qui aurait pu avoir un effet sur les cours, et se limite à la Capitale.

La société indienne Varun International est prête à investir l'agri business : elle vise à exploiter un terrain de 100 000 ha sur une période de 10 ans dans le but de cultiver du riz, du dal [*légumineuse*], du sorgho et pratiquer l'horticulture. D'ici 2 ans, Varun prévoit de réaliser une production de 1,5 million de t. de riz, permettant ainsi à Madagascar de redevenir exportateur. L'Etat contribuera à hauteur de 20% du coût du projet, en facilitant l'acquisition du terrain et en prenant en charge l'accès à l'eau d'irrigation et à l'énergie.

Culture de jatropha : des firmes étrangères lorgnent sur de vastes terrains. Ces plantations destinées à la production de biocarburants pourraient dans un proche avenir occuper des centaines de milliers d'hectares. Au risque de générer de graves conflits fonciers avec les nationaux et d'entrer en compétition avec les cultures vivrières dont l'extension est indispensables pour assurer la sécurité alimentaire du pays.

Paupérisation : le pouvoir d'achat réduit de deux tiers en 45 ans. Tel est le résultat d'une étude publiée par l'Observatoire de la vie publique. A l'issue d'une étude comparative du salaire par rapport au prix du riz, il s'avère qu'en 1981, il fallait moins d'une heure de travail pour se procurer un kilo de riz. En 2008, il faut un peu moins de trois heures. Toute évolution du prix du riz, base de l'alimentation des Malgaches, a un impact considérable sur le pouvoir d'achat. Les Malgaches se sont appauvris en dépit des performances économiques mises en avant par les gouvernants, et ce en raison notamment de la pression démographique qui demeure excessivement forte.

Le FMI satisfait de l'évolution de l'économie : une délégation du FMI en visite à Madagascar pour la 5^{ème} revue du programme RFPC, a exprimé sa satisfaction de l'évolution de l'économie malgache, estimant que la croissance réelle du PIB pourrait atteindre plus de 7% en 2008 et 7,5% l'année prochaine, grâce à l'augmentation des investissements directs étrangers, en particulier dans le secteur minier.

Microfinance : des taux d'intérêt exorbitants. A Madagascar, les taux d'intérêt pratiqués par les IMF varient de 21% à 182% par an, alors qu'à travers le monde ils se situent dans une fourchette de 20% à 60%, a indiqué le directeur du Réseau OTIV Antananarivo. Ce taux d'intérêt très élevé est jugé anti-productif. Du côté des IMF, on avance qu'il est largement inférieur à celui pratiqué dans le secteur informel et que diverses raisons techniques justifient le niveau de ces taux, notamment le fait que les crédits accordés sont de très faibles montants et que les frais afférant sont indépendants de leur montant.

Textile : crise des entreprises franches, l'emploi de 6000 personnes en danger. Les conséquences du démantèlement de l'accord multifibre commencent à se sentir. Les débouchés sur l'Europe se font plus difficiles, ils sont menacés par les exportations chinoises. Le chômage technique frappe une dizaine d'entreprise. 40 000 emplois pourraient être menacés à terme. Le ministère de tutelle a mis en place « *l'Office malgache de promotion de l'emploi* ». Son rôle est de prendre en charge les personnes vulnérables, victimes du chômage technique ou des licenciements, et de jouer un rôle d'intermédiation entre demandeurs d'emploi et employeurs. Les syndicats revendiquent la création d'une caisse de chômage.

Mieux protéger les employés malgaches à Maurice : les départements ministériels chargés du travail et de l'emploi malgache et mauricien vont établir un protocole d'accord pour une meilleure protection des employés malgaches à Maurice. Une nouvelle loi sur le travail a été adoptée à Maurice, elle limite les horaires de travail à 13 heures par jour, et fait obligation à l'employeur d'obtenir le consentement de l'employé pour le travail qui lui est confié.

Madagascar progresse au Doing Business : dans le rapport de la Banque mondiale sur le climat des affaires, Madagascar gagne 7 places. Un progrès dû à la réforme fiscale et à la facilitation de la création d'entreprises. Madagascar passe ainsi du 151^e au 144^e rang sur 181. Le pays fait partie des 113 nations qui ont engagé des réformes pour attirer les IDE. « *La progression de Madagascar est le résultat des réformes entreprises dans les domaines de la création d'entreprises, de l'enregistrement des propriétés foncières, du paiement des impôts et taxes ainsi que du commerce transfrontalier* », a déclaré l'économiste de la SFI. Le Doing Business est le résultat d'enquêtes effectuées auprès des entreprises. Il se base sur une dizaine d'indicateurs, tels que la rapidité de la création d'entreprises, l'octroi de prêts et la protection des investissements. Par contre, des facteurs comme la qualité des infrastructures et la stabilité politique ne sont pas encore pris en compte dans ces critères.

Un grand patron, Edgard Razafindravahy, s'expatrie à Maurice : les raisons du départ du patron de Mouf'Rey, des Moulins de Madagascar, du groupe de presse L'Express et du groupe audiovisuel RTA alimentent tous les commentaires. Pour *Tribune*, hormis les rumeurs de poursuite pour blanchiment d'argent avancées par certains, il pourrait avoir été victime de la concurrence relative à la farine et à sa transformation avec le groupe Tiko : le groupe Prey a été lâché par les Américains qui étaient ses partenaires, au profit du groupe fondé par le président de la République. Il aurait aussi été victime de manœuvres visant à contrecarrer son projet de construction d'une usine agroalimentaire. D'aucun affirment qu'Edgard Razafindravahy n'est pas étranger à l'avènement de Andry Rajoelina à la Mairie.

L'exploitation des ressources naturelles de Madagascar sur le devant de la scène

Total explore les capacités malgaches de sables bitumineux : l'entreprise annonce la signature d'un accord avec la compagnie Madagascar Oil S.A. portant sur l'acquisition d'une participation de 60% dans le permis de Bemolanga situé à terre, à l'ouest de Madagascar. Il couvre une superficie de 6.500 km² et contient des accumulations de sables bitumineux développables par technologie minière. Bemolanga dispose du plus vaste potentiel de gisement d'huile lourde inexploité dans le monde, soit une réserve estimée à 16 milliards de barils. La grande production est prévue dans une dizaine d'années. Elle est estimée à 180 000 barils/jour pendant 30 ans. L'Etat bénéficiera de 65 à 70 % de la valeur du produit extrait.

Appel d'offre pour l'exploitation du gisement de fer de Soalala : avec des réserves évaluées à 360 millions de tonnes, ce grand projet minier peut rivaliser avec les projets ilménite de Taolagnaro et nickel et cobalt d'Ambatovy. Après appel d'offres, plus d'une vingtaine de compagnies ont déclaré être intéressées, parmi elles de grosses compagnies chinoise, japonaise, canadienne, sud-africaine, turque, coréenne, et indienne. Les interrogations face aux impacts environnementaux de ce projet fusent de partout.

La société indienne Varun International s'intéresse à l'exploitation de l'uranium malgache : une convention tripartite a été signée entre Varun international, l'Office des mines nationales et de l'industrie stratégique (Omnis) et l'Institut national supérieur des techniques nucléaires (INSTN). Ce projet porte sur l'exploration d'uranium sur deux sites. Le montant des investissements devrait d'élever à plus de 3 millions de dollars sur 2 ans.

Diamants : forts indices de présence. Canada's Pan African Mining par l'intermédiaire de sa filiale, PAM Madagascar Sarl, détient depuis 2004 10 ans de permis de recherche couvrant plus de 3 000 km². Ressources Majescor, de son côté, a conclu un accord avec De Beers pour créer une société de prospection dans le nord et le centre de Madagascar. En 2003 et 2004, De Beers a collecté et traité 102 échantillons et a dépensé plus d'un million de dollars pour le programme d'exploration et pour l'évaluation des échantillons.

Graves risques environnementaux : Rio Tinto sur la liste noire. Le géant minier australo britannique Rio Tinto a été exclu du Fonds de retraite d'Etat norvégien en raison d'atteinte à l'environnement. Rio Tinto n'est autre que la maison mère de QMM (Qit Madagascar Minerals) qui exploite l'ilménite de Taolagnaro. Dans cette région, les populations ont déjà fait part de leurs préoccupations à ce sujet, mais selon *La Vérité*, le gouvernement et les agences spécialisées se sont réfugiés dans le plus grand mutisme.

Alcan, filiale de Rio Tinto, et son partenaire, Access Madagascar Sarl, ont signé un accord pour l'exploitation de bauxite dans cette même région (Manantenina). On redoute une destruction massive de l'environnement dans cette zone réputée pour être un sanctuaire de la nature. La chaîne TV5 Monde a largement fait état de ces mises en cause dans un récent reportage.

A l'occasion d'une conférence de presse, QMM a répliqué aux vives critiques qui lui ont été adressées concernant les impacts environnementaux de ses activités, l'insuffisance des recrutements locaux et les faibles retombées financières pour l'Etat.

Le volume global d'investissements atteindrait 585 millions de dollars et les taxes perçues annuellement par l'Etat malgache s'élèveraient à 21 millions de dollars.

« Au mois de juillet, sur les 468 postes déjà pourvus au sein de QMM, 419 sont occupés par des nationaux dont 64 % ont été recrutés localement, et 49 par des expatriés », affirme le directeur des Opérations, qui précise « nous avons dépassé largement les prévisions fixées initialement. Rio Tinto/QMM s'est engagé de recruter 35 % de ses employés parmi la population locale. Nous sommes maintenant à plus de 60 % ». Au total, ils seront 600 à être recrutés. L'Institut de Formation Professionnelle et Technique d'Anosy a été créé pour améliorer la performance des jeunes travailleurs locaux.

Néanmoins, pour faire face aux besoins du démarrage de l'exploitation, une entreprise sud-coréenne qui a obtenu un contrat avec Rio Tinto, recrute actuellement un millier de travailleurs philippins pour Taolagnaro, sur des contrats de 2 ans.

QMM va commencer l'exploitation de l'ilménite avant la fin de l'année tandis que la première exportation est attendue pour mars 2009. La production prévue est de 750.000 tonnes par an, ce qui représentera près de 10% de la production mondiale d'ilménite.

Le « Madagascar Action Plan » a encore besoin de 4,9 milliards de dollars. Le plan quinquennal court de 2006 à 2011, nous sommes donc à mi-parcours. Lors de la table ronde des partenaires qui s'est tenue au mois de mai, il a été indiqué que la réalisation du Map nécessitait 11 milliards de dollars. En dépit du lobbying engagé auprès de tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux, les résultats ne sont pas au rendez-vous et le plan présidentiel risque d'être à court de financement d'ici quelques mois.

Sources : L'Express, Midi, La Tribune, Les Nouvelles, Le Quotidien, La Gazette, La Vérité, Matera, Assidu Madagascar, Lettre de l'Océan Indien (L.O.I)

Taux de change : au 30/09/2008, 1euro 2380 Ariary (cours pondéré)